



Une anthropologie politique de la démocratie « en pratique » au Sud du Sahara

Expériences malienne et burkinabè

Marie Deridder*, Romaine Konseiga**
et Pierre-Joseph Laurent***

En valorisant de nouvelles thématiques de recherche, de nouveaux ancrages empiriques et une approche collaborative de la recherche qualitative, l'APAD a fortement influencé plusieurs générations de chercheurs et chercheuses travaillant sur le politique au Sud du Sahara. À la croisée de l'étude « par le bas » du politique et d'une socio-anthropologie apadienne, cet article synthétise les apports de l'anthropologie politique africaniste développée, depuis une vingtaine d'années, au sein du laboratoire d'anthropologie prospective à l'UCLouvain, à partir de terrains ethnographiques situés en milieu urbain et rural, au Burkina Faso et au Mali. Il démontre comment une étude empirique, pragmatique, non culturaliste et non normative des processus de démocratisation donne à comprendre les recompositions du politique et des rapports de pouvoir au regard de cet horizon démocratique. Les auteur-es proposent ensuite des pistes d'ouverture pour une étude du politique contemporain au Sud du Sahara.

By promoting new research topics, new fieldworks and a collective approach to qualitative research, APAD has strongly influenced several generations of researchers working on politics south of the Sahara. At the crossroads of the study of "bottom-up politics" and the Apadian socio-anthropology, this article synthesizes the main contributions of an Africanist political anthropology developed over the past twenty years within the Laboratory of Prospective Anthropology at UCLouvain, based on ethnographic fieldworks in urban and rural areas in Burkina Faso and Mali. The authors demonstrate how an empirical, pragmatic, non-culturalist and non-normative study of democratization's processes helps to understand the current political transformations on the continent. The authors then propose some perspectives to study the politics south of the Sahara.

* Marie Deridder est socio-anthropologue et chercheuse postdoctorante bénéficiant d'une bourse Marie Skłodowska-Curie (MSCA-IF) à Uppsala University (grant agreement n° 895859). Elle mène ses recherches au Mali et au Burkina Faso ; marie.deridder@antro.uu.se

** Romaine Konseiga est socio-anthropologue, professeure à l'université Thomas Sankara, membre du laboratoire d'anthropologie prospective (UCLouvain). Elle mène ses recherches au Burkina Faso ; romizangre@gmail.com

*** Pierre-Joseph Laurent est professeur à l'UCLouvain en anthropologie, ainsi que membre du laboratoire d'anthropologie prospective et de l'Académie royale de Belgique. Il mène ses recherches en Afrique de l'Ouest (et depuis quinze ans au Cap-Vert) ; pierre-joseph.laurent@uclouvain.be

Introduction

Dans les années 1980-1990, le continent africain expérimente une vague de libéralisation politique majeure. Les processus de démocratisation enclenchés relèvent tant d'une conditionnalité de l'aide au développement imposée par les bailleurs de fonds du Nord que d'enjeux de politique intérieure marquée par des aspirations fortes au changement propres aux histoires singulières des pays et populations. Les transformations institutionnelles découlant de ces processus se sont matérialisées par la décentralisation de l'État, l'instauration du multipartisme et des élections aux niveaux communal, régional et national. Le Burkina Faso et le Mali, dont nous parlerons ici, emboîtèrent le pas à ces dynamiques continentales qui véhiculent un « projet » porteur de visions normatives et transformatives de la société. Il s'agit d'instaurer la démocratie fondée sur un principe d'égalité et une reconfiguration des rapports de pouvoir jusqu'au niveau local, à travers l'articulation supposée vertueuse entre décentralisation, démocratisation, développement local et économie libérale. En l'espace d'une dizaine d'années, le Mali est devenu le *donor darling* des bailleurs de fonds (Bergamaschi, 2014 ; Siméant, 2014), souvent cité comme un « exemple de démocratie¹ » qui avait accompli avec succès sa « transition démocratique » et son « ajustement économique » (Bertrand, 1992, 1999 ; Fay *et al.*, 2006). Quant au Burkina Faso, malgré la présence au pouvoir du président Compaoré pendant plus de vingt ans, le régime était devenu « fréquentable » pour les bailleurs de fonds et peaufinait la « construction de sa façade démocratique » (Hilgers et Mazzocchetti, 2006 : 8, 12). Dans ces deux pays, les élections se déroulaient régulièrement, sans anicroche ni violence majeure, donnant l'image d'une « démocratie en chemin » (Hilgers et Mazzocchetti, 2006 : 12).

Face à ces transformations du champ politique en Afrique, il y a quarante ans, la revue *Politique africaine* et J.-F. Bayart (1981) proposèrent de penser le politique « par le bas ». Il s'agit de poser « la question de la démocratie en tant que question historique » afin de pouvoir « éclairer les idiomes constitutifs du concept de démocratie tel que se l'approprient les acteurs » (Bayart *et al.* 2008 : 24, 25). L'attention empirique doit porter sur les « modes populaires d'action politique » et sur les « représentations populaires du pouvoir ». Ce faisant, cette approche rompt avec la lecture linéaire et finaliste de la littérature transitologique considérant les processus de démocratisation comme une succession de trois étapes (libéralisation, transition, consolidation) (Hilgers et Mazzocchetti, 2006). Les processus de démocratisation sont ici pensés comme historiquement situés et potentiellement réversibles.

Cette proposition des sciences politiques trouva un large écho au sein de l'APAD, alors encore un jeune réseau de chercheurs et chercheuses africanistes naviguant entre l'anthropologie, la sociologie et le développement (Olivier de Sardan, 1991a). L'objectif fondateur de l'APAD était en effet de construire un espace pour débattre des dynamiques

¹ Voir aussi par exemple D. Lewis, « Analysis: Mali: from democracy poster child to broken state », 24 April 2012 (<https://www.reuters.com/article/us-mali-idUSBRE83N09Q20120424>, consulté le 12 mars 2021).

de changement social et de développement à partir de terrains africains et d'un point de vue émique. Rompant avec toute velléité développementiste ou conception morale, normative ou idéologique, la notion de développement est ici appréhendée d'un point de vue empirique, comme un processus volontariste de transformation des sociétés : « il y a "développement" là où des institutions de développement mènent des actions de développement », renvoyant à « une forme historique particulière du changement social » (Olivier de Sardan, 1991a : 2).

Ensuite, l'anthropologie du développement et du changement social apadienne (Olivier de Sardan, 1995) s'inscrit dans la postérité de l'anthropologie politique dynamiste de G. Balandier. Pour ce faire, elle opère une rupture majeure en prenant ses distances par rapport aux approches structuraliste puis ontologique qui dominent le champ disciplinaire francophone de l'époque, marqué par une anthropologie culturaliste valorisant l'ordre et la permanence, la logique et la cohérence, la stabilité et l'homogène (Olivier de Sardan, 2010). Au contraire, l'APAD ambitionne de mettre empiriquement « l'accent sur les dynamiques sociales, la diachronie, les ruptures et les contradictions » (Olivier de Sardan, 1991b : 3). Cette approche permet alors d'aborder l'étude du changement social de façon diachronique, à partir des rapports de pouvoir et de domination. Elle décline le tandem urbanité et modernité supposé rimer avec démocratie lorsqu'il est opposé à ruralité et tradition, censé renvoyer à un despotisme hérité du passé. Il s'agit de s'extraire d'une analyse réductrice, exotisante, culturaliste et traditionaliste du politique, souvent véhiculée à partir de et sur les contextes africains (Olivier de Sardan, 2010).

L'APAD s'inscrit également dans une socio-anthropologie politique d'inspiration interactionniste, issue de l'école de Manchester et de l'école de Chicago (Olivier de Sardan, 2007 ; Hilgers, 2009). Cette approche met « l'accent sur les ressources des acteurs sociaux "d'en bas" et leurs "marges de manœuvre" sans pour autant négliger les déterminations et pesanteurs » qui contraignent et bornent celles-ci (Olivier de Sardan, 1991b : 43). La focale est orientée sur les stratégies d'acteurs ainsi que sur les capacités d'action des individus et des groupes, dans leurs interactions au quotidien, au sein d'une arène politique locale. L'APAD renonce à considérer les dispositifs de développement produits par les mondes de l'aide internationale comme extérieurs aux arènes politiques étudiées, soulignant l'imbrication ou l'enchevêtrement des logiques sociales. Investiguer le développement comme notion émique, ainsi que ses réalités matérielles et économiques, est fondamental pour rendre intelligible une majeure partie des contextes sociaux sur le continent africain. Le développement est en effet l'un des langages principaux dans lesquels s'exprime le politique (Bouilly, 2019) qui emprunte souvent les formes, les canaux, les acteurs et les ressources de l'aide internationale. Ceci est non sans ambiguïtés puisque la machinerie du développement induit aussi une dépolitisation et une technicisation des enjeux (Ferguson, 1990 ; Cornwall et Eade, 2010). Le politique, le développement et le changement social sont ainsi profondément imbriqués.

En suivant les transformations du complexe développementiste, l'APAD est passée de l'étude des projets et acteurs du développement (Bierschenk, 1988 ; Lentz, 1988 ; Olivier de Sardan, 1988 ; Hagberg et Widmark, 2009) à l'étude des espaces publics africains

(Olivier de Sardan, 2007) et des politiques de développement qui font partie intégrante de l'action publique dans les pays sous régime d'aide, au même titre que n'importe quelle politique publique, mais dans un contexte d'extraversion (Lavigne Delville, 2017 ; Lavigne Delville *et al.*, 2018). L'APAD s'est ainsi attelée à l'étude empirique de la corruption, de la décentralisation, des pouvoirs locaux, des élections, de la délivrance des services publics, des administrations, des bureaucraties, autant de thématiques reflétées dans le *Bulletin de l'APAD*, puis la revue *Anthropologie & développement* à partir de 2014, ainsi que la collection APAD chez Karthala (voir notamment : Kassibo, 1997 ; Bako-Arifari et Laurent, 1998 ; Bierschenk et Olivier de Sardan, 1998 ; Blundo et Olivier de Sardan, 2007 ; Olivier de Sardan et Tidjani Alou, 2009 ; Hahonou, 2010 ; Jul-Larsen *et al.*, 2011 ; Olivier de Sardan, 2015 ; Hagberg, 2019a). Cette socio-anthropologie apadienne débouche sur un recentrage thématique issu des sciences politiques au sein de la socio-anthropologie et une production conceptuelle croisée entre ces deux disciplines (Olivier de Sardan, 2021 : 309). Elle a également poussé la réflexion sur la positionnalité et l'engagement des chercheurs et chercheuses (Hagberg et Ouattara, 2012 ; Ayimpam *et al.*, 2014) ainsi que sur l'outillage méthodologique lié à la démarche ethnographique (Olivier de Sardan, 2008 ; Fresia et Lavigne Delville, 2018), en valorisant, de manière originale, l'enquête collective et les dynamiques collaboratives. De manière salvatrice pour la discipline, cela a contribué à désacraliser un peu plus le mythe romantique de l'anthropologue blanc solitaire menant ses recherches sur son terrain isolé.

À la croisée de l'étude « par le bas » du politique et d'une socio-anthropologie apadienne, cet article synthétise les apports de l'anthropologie politique africaniste développée, depuis une vingtaine d'années, au sein du laboratoire d'anthropologie prospective (UCLouvain), à partir de terrains ethnographiques situés en milieu urbain et rural, au Burkina Faso et au Mali. Il met ensuite en discussion ces apports avec ceux de l'APAD.

La modernité insécurisée et la « gestion coup d'État » de l'espace public

Dans son article intitulé « Le *big man* local ou la "gestion coup d'État" de l'espace public », à partir d'une ville au Burkina Faso appelée BK, P.-J. Laurent (2000) décrit l'émergence du *big man*, figure locale de la réussite symbolisant la possible ascension sociale et la modernité, ainsi que les acteurs enrôlés dans les mécanismes sociaux de la corruption. À cette époque, la décentralisation prend forme. L'organisation d'élections communales transforme la gestion des ressources locales en enjeux pour les pouvoirs locaux, nouveaux et anciens (Laurent, 1995, 1998 ; Bako-Arifari et Laurent, 1998). Puisant souvent dans la manne du développement, le *big man* se constitue une rente qu'il redistribue en partie pour alimenter ses réseaux, rente dont il est à la fois sujet et otage. *Via* ce mécanisme, il suscite le ralliement et absorbe les velléités contestataires, y compris lors des élections locales. Maîtrisé par le *big man*, l'espace public s'apparente à un trompe-l'œil, sorte de « double scène » où coexistent, d'une part, un théâtre d'ombres à l'intention vertueuse suivant l'image formelle et officielle de la mise en spectacle de la démocratie, qu'il convient d'afficher pour les bailleurs de fonds occidentaux, et, d'autre

part, le plan officieux où se déploient les rapports politiques réels. Ce double discours vient nourrir l'écart entre normes formelles et normes pratiques (Olivier de Sardan, 2021b).

Pour rendre compte de ce contexte particulier, J.-P. Laurent articule la notion de *big man* à celle de « modernité insécurisée » (Laurent, 2009 ; Bréda *et al.*, 2013). La modernité insécurisée traite du capitalisme dérégulé, où la défiance tient lieu de lien social. Sans institutions étatiques susceptibles d'assumer le rôle de tiers, le face-à-face entre les personnes devient permanent, violent. Pour instruire le rapport de force, chacun affiche sa force réelle ou supposée. La force devient le médiateur des relations sociales. L'équilibre est précaire, provisoire. La corruption entretient la surveillance mutuelle et la délation. Faire confiance serait signe de faiblesse. La soumission et le silence se hissent en mode de gouvernement. À défaut de lieux pour la prise de parole contradictoire, face à la partialité de l'État, le politique reflue dans l'imaginaire et la sorcellerie. L'opposition s'affirme en interne, tout en visant toutefois la sauvegarde du consensus par l'entente qui alimente un silence, troublé de rumeurs et de rancœurs.

En modernité insécurisée, l'accumulation de biens par une minorité est renforcée tandis que la pauvreté est destinée aux autres. La violence, la défiance, la peur sont autant de composants du lien social. La redistribution des ressources accaparées par le *big man* aux affaires s'établit avec discernement. Il redistribue pour calmer les envieux et s'assurer des soutiens utiles à sa quête de puissance, de pouvoir, d'honneur, de reconnaissance. Mesurée et inégalitaire, la redistribution institue une clientèle et un rapport de dépendance qui conduit à la soumission. Comme une faveur consentie par le *big man* à un subalterne, recevoir devient un privilège qui endette. La personnalisation du pouvoir conduit au consentement et garantit le silence. Inclusif, le cadeau métamorphose le bénéficiaire en dépendant et en complice redevable.

Depuis la fin des années 1990, BK est devenue une ville importante, lieu de résidence d'Ousmane Baldé, familièrement appelé papa Ousmane. Sa résidence cossue se veut modeste au regard d'une fortune qui en fait l'un des hommes les plus riches du pays. Entrepreneur d'envergure nationale, discret, effacé, mais omniprésent sur la scène locale, le *big man* fréquente la présidence de la République. Depuis la révision constitutionnelle de 2001, le parti dominant entretient l'allégeance et le ralliement qui conduisent au consensus. Pour les élections communales de 2007, sans surprise, le parti dominant l'emporte. Des sommes importantes ont été investies pour influencer et corrompre. Dans la ville de BK, le candidat de Papa Ousmane est élu. Le perdant, l'opposant en interne, devient le *big man* déchu. Sans protection, ni politique ni magique, vulnérable, la descente aux enfers est rapide. Les réseaux mis à mal, abandonné de tous, il risque l'accusation pour malversations et corruption. Entre experts et avocats, il subit le formalisme juridique. Affaibli, il représente le bouc émissaire, la victime à offrir au peuple et aux bailleurs de fonds en témoignage de l'efficacité dans la lutte contre la corruption.

Le mobile du *big man* est généralement l'accumulation financière et sa finalité la reconnaissance comme membre d'une élite. Dans ce sens, il lui est difficile de concevoir une « fin de règne » que ce soit par l'alternance, la succession, la transmission. Aux

affaires, il veille aux équilibres entre les tendances qui composent son entourage et il tente d'imposer le consensus par la cooptation et le ralliement. Il valorise le secret, les rencontres discrètes, les arrangements. Le *big man* ne connaît pas de répit. Il doit anticiper les tentatives de déstabilisation et pour cela afficher la supériorité de sa puissance (financière, réseaux d'influence, protections). Le plus souvent considérées comme une trahison, les critiques et les tentatives de changement d'alliance sont sanctionnées. Toutefois, aux premiers signes de faiblesse, le consensus de façade vole en éclats. L'entente est évanescence, les alliances s'étiolent, les prétendants sortent de l'ombre, prompts à destituer le *big man*. C'est dans ce sens qu'il s'agit de comprendre l'idée de « gestion coup d'État » de l'espace public.

Semi-autoritarisme et formes d'opposition

Dans ce contexte de modernité insécurisée, M. Hilgers et J. Mazzocchi (2006, 2010) investiguent les formes d'opposition populaire présentes dans les pratiques quotidiennes en milieu urbain au Burkina Faso. Se penchant sur les élections présidentielles de 2006 et, plus largement, sur les modalités quotidiennes de résistance, les auteurs analysent, d'une part, l'impossible alternance en contexte de régime semi-autoritaire, où les élections ont pour finalité de faire façade démocratique plutôt que de permettre l'alternance, et, d'autre part, les formes d'opposition qui néanmoins prennent place. Avec cette idée d'une opposition qui ne dit pas son nom, ils examinent ce que cachent les silences, les approbations de façade, en parallèle des manifestations publiques du mécontentement. À partir de leurs travaux ethnographiques, ils se penchent plus spécifiquement sur deux études de cas : la ville de Koudougou et les mouvements étudiants ouagalais.

Inspirés par les travaux de M. Ottaway (2003), M. Hilgers et J. Mazzocchi envisagent les régimes « semi-autoritaires » comme des modes de gouvernement spécifiques caractérisés par leur ambivalence : tout en affichant un respect des libertés politiques, en utilisant une rhétorique et des institutions formellement démocratiques, ils conservent des traits autoritaires plus ou moins marqués selon les circonstances et les équilibres internes et externes. Dès lors, les gouvernants utilisent les nouvelles institutions dites démocratiques, dont les élections, pour se maintenir au pouvoir en disposant d'une légitimité internationale sans s'exposer aux risques de la pluralité et de la libre compétition. La « démocratie », qui se réduit ici à la question des institutions et de ses élections, constitue une façade. La liberté d'association, le pluralisme politique, les médias libéralisés, arrachés au Burkina Faso de haute lutte, y façonnent un espace public tandis que, en parallèle, des pratiques de corruption, de népotisme, de violence, etc. rendent l'alternance politique pratiquement impossible.

Ceci dit, et c'est là le cœur des analyses de ces auteur-es, les régimes semi-autoritaires sont traversés par une tension : pour exister ils doivent nourrir et rendre institutionnellement possibles les espérances politiques qu'ils visent à neutraliser. En d'autres termes, ils doivent rendre la contestation possible, et même visible, sans qu'elle mette en péril leur hégémonie politique. Ce faisant, comme une sorte d'effets collatéraux, les changements

institutionnels progressifs façonnent, à l'insu des dirigeants, une transformation des représentations et alimentent en certains cas de plus grandes velléités d'opposition.

Dès lors, s'il ne s'agit pas d'avoir une analyse normative de la démocratie, il importe néanmoins de constater et d'analyser les formes d'insatisfactions bien réelles des populations et le type de mobilisations effectives. M. Hilgers (2009) étudie notamment les conditions de possibilité des révoltes collectives de longue haleine dans le contexte d'un régime semi-autoritaire. Il prend pour étude de cas la ville de Koudougou et analyse pourquoi un événement, l'assassinat de Norbert Zongo, journaliste originaire de la localité, cristallise les indocilités journalières au point d'en faire, pour un temps, la principale municipalité gouvernée par l'opposition. Il met en lumière la manière dont l'opposition profite de cette occasion pour se renforcer. Il identifie les réactions du pouvoir et analyse ensuite les interprétations locales liées à l'échec des mobilisations. M. Hilgers démontre que la trajectoire historique de certaines localités et leur position dans l'espace national peuvent favoriser l'éclosion de mouvements de revendications spécifiques. J. Mazzocchi, de son côté, analyse les mobilisations étudiantes liées, elles aussi, à l'affaire Zongo. Son travail montre comment, à cette époque, les syndicats étudiants ont multiplié les jeux de positionnement politique et perdu en crédibilité ainsi qu'en potentiel de revendications en même temps qu'ils gagnaient une reconnaissance formelle plus importante. Les étudiants et les jeunes diplômés combinent le mécontentement relatif à leur situation à une aspiration à entrer dans le système pour jouir de ses bénéfices. Cette ambivalence fragilise leur position, les rend vulnérables aux sollicitations et réduit le potentiel de leurs mobilisations.

Dans ces systèmes hybrides, les aménagements concédés affectent les perceptions et les pratiques du pouvoir. On sait, au moins depuis la vague de travaux consacrés au politique « par le bas », que la démocratie formelle peut marginaliser l'opposition politique institutionnelle, se réapproprier la critique, mais jamais suspendre les indocilités inscrites dans les pratiques quotidiennes. La question est donc de savoir comment s'opèrent les oppositions de consciences et de pratiques, les insubordinations et les révoltes vis-à-vis du pouvoir, dans un contexte où leur légitimité n'est pas remise en cause mais où elles aboutissent rarement aux résultats espérés. Qu'advient-il des oppositions frustrées ? Comment les transformations institutionnelles, même neutralisées, insufflent-elles un dynamisme politique ? Et quel dynamisme ?

Les transformations institutionnelles ne demeurent pas sans effet et c'est bien là que réside la tension au cœur des régimes semi-autoritaires. Tandis que les insatisfactions demeurent et que les aspirations au changement croissent, l'apprentissage par l'expérience d'élections successives, la transformation des rapports de force et, dans certaines localités, la sanction de dirigeants locaux par le vote peuvent contribuer à modifier les pratiques et les représentations du politique. Tel est le principal paradoxe : alors que l'espace politique de ce semi-autoritarisme stabilisé se caractérise par une « absence de possibles » (Hilgers et Mazzocchi, 2006 : 6), les changements institutionnels façonnent néanmoins de manière lente, progressive et souvent involontaire une transformation des représentations, une meilleure connaissance des mécanismes et des

rouages et, dans certains cas, de plus grandes velléités d'opposition. De la sorte, les travaux de M. Hilgers et J. Mazzocchi permettent de recontextualiser et de saisir les mobilisations citoyennes qui, plus de quinze ans après l'assassinat de Norbert Zongo, ont vu la chute du régime Compaoré, tout autant que de saisir ce qui persiste aujourd'hui d'ambiguïtés, d'hybridités, de tensions entre ouvertures démocratiques et semi-autoritarismes.

Élites politiques locales, gestion des ressources naturelles et captation de rentes

Dans la foulée des questionnements soulevés ci-dessus, mais cette fois-ci au Mali et en milieu rural, à partir de Youwarou, une localité du Delta intérieur du fleuve Niger², M. Deridder (2021) investigate les représentations et pratiques menées « au nom de » la décentralisation de l'État (Hagberg, 2010a), ainsi que les recompositions du politique qui en découlent. Elle constate une hégémonie de fait des élites politiques locales largement dominées par les autorités traditionnelles. Celles-ci occupent les postes de maire et de conseillers communaux. Elles se sont saisies des élections communales pour sécuriser leur position monopolistique en matière de gestion des ressources naturelles. Les promesses égalitaristes véhiculées par la décentralisation viennent en effet bousculer les systèmes d'exploitation halieutique, pastorale et agricole propres au Delta et les stratégies de captation de rentes issues de ces ressources.

Le Delta est la plus grande zone humide d'Afrique de l'Ouest fournissant des écosystèmes uniques dans un contexte sahélien. Espace fragmenté modelé par le cycle des crues et décrues annuelles du fleuve, les plaines inondées riches en poissons laissent la place aux pâturages, puis aux étendues quasi désertiques avant de voir le retour de la pluie et des inondations. L'espace deltaïque est structuré par les systèmes d'exploitation halieutique, pastorale et agricole suivant la ressource concernée (eau, herbe, terre) (Barrière et Barrière, 2002). Pour chacun de ces systèmes, il existe des « maîtres des pâturages », des « maîtres des eaux » et des « maîtres des terres » qui ont un pouvoir de gestion dite traditionnelle sur la portion d'espace et/ou la ressource concernée. Or, ces systèmes sont historiquement pris dans une spirale d'« intensification capitaliste » caractérisée par une « course au profit » qui, dans le contexte deltaïque, équivaut à « une course pour la survie » (Fay, 1994 : 195-200). L'introduction de la propriété privée par le colonisateur français et la progressive monétarisation des transactions ont conduit à la constitution de rentes par ces autorités traditionnelles. Par le renforcement de l'hégémonie de ces acteurs à travers les élections, la décentralisation contribue à exacerber une situation concurrentielle extrême entre les groupes d'utilisateurs de ces ressources et au sein de ceux-ci.

² M. Deridder a réalisé ses terrains ethnographiques entre 2007 et 2009, avant les basculements politiques plus récents vécus au Mali qui impactent directement la localité étudiée.

Face à cette situation, les dynamiques de contre-pouvoir sont organisées au sein même du cercle des élites politiques locales, en s'appuyant sur les réseaux de parenté et d'alliance, ainsi qu'en fonction des hiérarchies statutaires et autres assignations identitaires. L'ordre des possibles sur le plan politique est balisé par l'imaginaire politique local alimenté par des narratifs historiques racontant la fondation de la localité, naturalisant les hiérarchies et assignations identitaires des individus et des groupes, légitimant ainsi les autorités traditionnelles dans la gestion des ressources naturelles et l'exercice du pouvoir. Ces narratifs historiques produisent simultanément une trame historique commune aux différents groupes vivant sur un même espace et un flou consubstantiel à la production de ce consensus. Le consensus demeure apparent tandis que le flou sert la gestion des conflits inhérents à l'histoire du Delta et de ses habitant-es.

En proposant une organisation sociopolitique pacifiée et consensuelle entre des groupes différents et complémentaires se partageant un même espace producteur de ressources, cet imaginaire politique fait la synthèse de la pluralité des univers normatifs s'enchevêtrant localement. Il permet de dégager d'éventuelles marges de manœuvre au sein de l'arène politique locale sans pour autant remettre en cause le consensus fondant son organisation sociopolitique. Les élites locales peuvent ainsi coexister et maintenir un ordre social hiérarchique et inégalitaire, verrouillant les potentialités de changement, malgré les transformations institutionnelles issues de la décentralisation. Dans ce contexte, les représentations des groupes subalternes « s'articulent autour d'une compréhension de l'espace politique comme une absence de possibles », qui s'impose comme « cadre normalisé du politique » au sein duquel se jouent les rapports de force et les rapports de sens déterminant l'activité politique (Hilgers et Mazzocchetti, 2006 : 6).

Toutefois, au fil des échéances électorales, les autorités traditionnelles à la fois anticipent et expérimentent une précarisation de leur position hégémonique : « être chef ne suffit plus pour gagner la commune ». Les élections et le multipartisme renforcent l'imprédictibilité et l'incertitude du jeu politique ainsi que le sentiment d'insécurité et de vulnérabilité de ces élites au regard de leur dépendance à leurs stratégies de captation de rentes des ressources naturelles. Elles prennent la mesure de devoir réinventer leur avenir politique. Ces dynamiques observées à Youwarou aiguissent alors les revendications de justice sociale. Cette gestion des ressources naturelles rencontre de moins en moins l'unanimité, tandis que la donne communale complexifie le tableau. Aujourd'hui, les interlocuteurs et interlocutrices de M. Deridder vivent de près les différents bouleversements politiques du Mali, marqué par plusieurs coups d'État, une intervention militaire internationale, et les affrontements de groupes armés dont certains se réclament de la mouvance djihadiste. Youwarou a ainsi rejoint les « zones rouges » (Hagberg, 2019b) et la géographie politique de la peur co-construite par l'Occident derrière ses frontières forteresses (Andersson, 2019).

Autoritarisme et violence symbolique dans la gestion des ressources foncières : le barrage de Ziga

Poursuivant cette investigation des recompositions du politique en milieu rural, R. Konseiga mène ses recherches sur le barrage de Ziga au Burkina Faso. Située sur le plateau central mossi, la construction du barrage de Ziga (1998-2004) fut réalisée dans un contexte de régime semi-autoritaire (Hilgers et Mazzocchi, 2006, 2010). Le lac de retenue a affecté une vingtaine de villages. Leurs terres ayant été déclarées d'utilité publique, les villageois furent déplacés et réinstallés³. Pour ces personnes, le barrage entraîne des bouleversements de statuts et impacte les tenures foncières, avec des conséquences sur la sociabilité coutumière, affectant les identités et les liens sociaux.

L'avènement du barrage coïncide aussi avec l'urbanisation des campagnes introduisant de nouveaux imaginaires et des pratiques provoquant l'éclatement de l'univers ancestral des villageois mossi. La rupture des anciens modes de vie, couplée à la peur et à l'incertitude liées au barrage, a favorisé l'émergence de ce contexte de modernité insécurisée. Au même moment, le Burkina Faso entrait dans l'ère de la démocratisation et de la décentralisation, avec, en milieu rural, l'intention d'établir une liaison entre un système politico-administratif décentralisé et les pouvoirs politiques locaux. Ce processus a directement impacté le système de gestion politique de la société coutumière mossi, particulièrement complexe, car s'appuyant sur des acteurs solides et légitimes, établis par l'histoire, qui ne sont pas prêts à se résigner au mode de gouvernance dite démocratique. Confrontés aux changements provoqués par le barrage et le lac de retenue, les pouvoirs coutumiers mossi inventent de nouvelles façons de gérer l'espace. De manière révélatrice, ils s'impliquent dans la suppléance des services administratifs pour la gestion des déplacements des populations et leur réinstallation.

Le cas du barrage de Ziga met en lumière le mode de gestion publique de l'État caractérisé par un phénomène de « patrimonialisation » des ressources foncières et naturelles. La dépossession de la zone d'utilité publique (celle du lac et de ses abords) devait être accompagnée de mesures compensatoires, selon les conventions signées avec les partenaires techniques et financiers, dont la Banque mondiale⁴. Sous la pression de ceux-ci, le gouvernement burkinabè fut contraint de proposer des mesures de développement pour la zone de Ziga à but compensatoire (par exemple la construction de réservoirs d'eau et d'aménagements hydroagricoles) pour les personnes directement affectées par le barrage. Ces engagements n'ont pas été respectés. Suite à la corruption et aux détournements, les aménagements prévus par le Plan gouvernemental d'atténuation des impacts sur l'environnement (PGAIE) ont été mal ou pas exécutés. Cela entraîne des conséquences

³ Selon l'article 89 de la Loi n° 034-2012/AN portant réorganisation agraire et foncière, l'État et les collectivités territoriales peuvent acquérir des terrains à but d'aménagement, par les procédures d'expropriation pour cause d'utilité publique ou par l'exercice du droit de préemption.

⁴ Voir le rapport final de la Commission mondiale des barrages intitulé « Barrages et développement : un nouveau cadre pour la prise de décision » (Londres, Grande-Bretagne) et datant de 2000.

dramatiques pour les populations rurales déplacées qui se retrouvent sans leur patrimoine foncier ancestral et privées de l'accès à l'eau du barrage.

Par ailleurs, lorsque ces travaux d'aménagement furent entrepris, ils furent dirigés d'une main de fer par les autorités gouvernementales responsables, sans réelle implication des autorités politiques et administratives locales ni la participation de la population concernée. De plus, l'administration étatique et les agents de la maîtrise d'ouvrage du barrage ont négocié et obtenu l'adhésion des chefferies traditionnelles influentes de la zone, celles capables d'imposer leurs décisions à leurs administrés. Se basant sur l'organisation centralisée et hiérarchique des chefs traditionnels mossi qui ne tolèrent aucune contradiction ni désobéissance, la gestion des déplacements et réinstallations leur fut confiée. Ces chefs profitèrent de la situation pour protéger leurs intérêts. Ils utilisèrent les déplacés comme des faire-valoir indirects pour la déterritorialisation et/ou la reterritorialisation des ressources foncières. Une situation qui n'est pas sans évoquer l'idée de la « gestion coup d'État » de l'espace public, déjà évoquée par P.-J. Laurent.

Ce mélange d'autoritarisme traditionnel et gouvernemental a engendré des sentiments de frustration et de ressentiment des paysans déplacés. L'État et les chefs traditionnels ont usé de leur autorité pour alimenter la corruption foncière au détriment de paysans fragilisés et désabusés. L'appariement des systèmes autoritaires traditionnel et gouvernemental témoigne du caractère hybride (Fournier, 2010) du régime actuel. Ce syncrétisme politique, reflet de la gouvernance au niveau national, est marqué par une démocratie à « double façade » dénotant la faillite de l'État qui ne joue pas son rôle régalien de protection et de sécurisation des citoyens et qui peine à fournir des services publics de qualité (Hagberg, 2010b). Cette faillite est accentuée par la crise sécuritaire causée par la montée du terrorisme.

Conclusion

L'APAD a indéniablement contribué, d'un côté, à renouveler le champ de l'anthropologie politique africaniste longtemps cantonnée à l'analyse statique des structures traditionnelles du pouvoir et, d'un autre, à penser l'anthropologie du développement et du changement social de manière plus large et dynamiste (Bierschenk, 2010). En Afrique de l'Ouest francophone, elle a également réhabilité la discipline socio-anthropologique. En valorisant de nouvelles thématiques de recherche, de nouveaux ancrages empiriques et une approche collaborative de la recherche, l'APAD a ainsi fortement influencé plusieurs générations de chercheurs et chercheuses travaillant sur le politique au Sud du Sahara. Cette approche féconde, empirique, non culturaliste et non normative a permis d'entamer une ethnographie fine du complexe développementiste et des États africains, de leurs fonctionnements pratiques au quotidien, de leurs articulations au niveau local, et de leurs implications auprès des populations. L'APAD souligne ainsi l'importance, la pertinence et l'actualité de l'étude du politique sur le continent africain et place ces enjeux sur le devant des agendas de recherche socio-anthropologique et africaniste dans les univers académiques francophones et au-delà.

Dans le sillon de cette approche apadienne, les travaux présentés dans cet article démontrent comment une étude pragmatique et non normative des processus de démocratisation donne à comprendre les recompositions du politique et des rapports de pouvoir au regard de cet horizon démocratique. L'étude du politique ne peut ainsi faire l'économie de la compréhension des enjeux économiques liés à la captation des ressources et diverses rentes dans des contextes de survie marqués par la précarité. Le temps des élections active les rouages clientélistes et met en scène, de façon ostentatoire, « la politique du ventre » (Bayart, 1989). L'opposition institutionnelle est souvent marginalisée et la critique absorbée, diluée, contribuant ainsi à banaliser et naturaliser une « absence de possibles » entraînant fatalismes, résignations et frustrations (Hilgers et Mazzocchi, 2006, 2010) malgré les nombreux espoirs et attentes suscités par ces processus de libéralisation politique.

Toutefois, nos travaux démontrent aussi la possible réversibilité, non sans violence, des processus politiques et la potentielle précarisation des « puissants » dans un contexte de modernité insécurisée où les règles du jeu, les interactions et leurs conséquences sont difficilement prédictibles. Dès lors, inscrit dans les pratiques quotidiennes, l'apprentissage par l'expérience d'élections successives, de mobilisations, d'expressions diverses du dissentiment et de multiples formes d'indocilité contribue subrepticement à modifier les pratiques et les représentations du politique, y compris face aux hégémonies politiques à de multiples échelles. Cette incertitude laisse émerger de nouvelles élites qui renégocient, de façon circonstancielle, les rapports de pouvoir. L'issue de ces interactions n'est pas forcément plus égalitaire mais, néanmoins, le cercle du pouvoir s'élargit. Cette analyse rejoint les travaux d'autres auteurs ayant travaillé sur la participation et l'émancipation politique d'acteurs subalternes comme, par exemple, les femmes, les jeunes ou les descendants de captifs (voir par exemple : Hahonou, 2008, 2010 et 2012 ; Hagberg, 2019).

Enfin, la démarche de recherche apadienne était appelée à réaliser une socio-anthropologie des espaces publics africains au sens large, encourageant à investiguer notamment l'action collective et les mobilisations (Olivier de Sardan, 2007). Or, force est de constater que l'APAD s'est montrée frileuse sur l'investigation empirique et systématique des formes pratiques que prennent le dissentiment, la protestation, la contestation, l'indocilité, l'opposition, ainsi que les dynamiques insurrectionnelles et de résistance. Celles-ci peuvent emprunter les formes institutionnalisées propres à un système démocratique libéral mais elles se retrouvent également ailleurs, voire au sein même de ces espaces cadenassés du pouvoir. Les travaux présentés ici, plus particulièrement ceux de M. Hilgers et J. Mazzocchi, témoignent pourtant de l'importance, de la pertinence actuelle et de la possibilité d'étudier, avec « la juste distance », ces enjeux cruciaux sur les plans intellectuel et sociétal. Dans un contexte où la sociologie politique et les sciences politiques renouent depuis une dizaine d'années avec l'étude des mouvements sociaux sur le continent africain, l'outillage conceptuel et méthodologique valorisé par l'APAD devrait également rendre possible ce projet avec la force de l'ethnographie, tout en prenant en compte les complexités, nuances, ambiguïtés, ambivalences et contradictions qui traversent ce champ comme tout champ social d'ailleurs (Olivier de Sardan, 2021a). L'historicisation des dynamiques sociales, une approche « par le bas », l'ancrage

empirique, l'enquête de terrain prolongée et la réflexivité des chercheurs et chercheuses sur leur démarche de recherche sont à notre sens suffisants comme garde-fous contre les spectres de l'idéologie ou de la romantisation du terrain.

Enfin, au regard de l'actualité traversant le continent africain, l'APAD devrait continuer à « prendre très au sérieux » le défi déjà pointé en 2010 par T. Bierschenk consistant à mettre en relation, à « enchâsser » les données empiriques issues de l'étude des arènes politiques locales, centrée sur les acteurs et les micro-événements, dans des processus de plus grande envergure (Bierschenk, 2010), dans leurs contextes globaux et englobants (Deridder, 2021). La particularité des thématiques de recherche valorisées par l'APAD est en effet de combiner à la fois des enjeux intellectuels propres au débat scientifique et des enjeux sociaux qui participent, directement ou indirectement, à un débat public au-delà de la seule sphère académique (Olivier de Sardan, 2007 : 549). Or, cette dernière dizaine d'années, l'actualité du continent africain, au Burkina Faso et au Mali en particulier, a été marquée par des insurrections populaires, des coups d'État successifs, le retour de dirigeants en uniforme, le déguerpissement d'autres dirigeants s'accrochant au pouvoir, des conflits mobilisant des groupes armés à vocation religieuse et d'autres « non identifiés », des interventions militaires d'envergure internationale, un regain des arguments anti-impérialistes et des revendications décoloniales, une visibilité accrue de certaines formes rigoristes et politiques de l'islam, plusieurs épidémies, une pandémie ; autant d'enjeux à de multiples échelles qui contribuent à redessiner le dynamisme contemporain du politique sur le continent africain. Dès lors, comme autant de défis théoriques, méthodologiques et épistémologiques lancés à l'APAD, il s'agit aujourd'hui de continuer à investiguer les formes empiriques que prend ce dynamisme, articulées aux histoires longues du continent et dans leurs dimensions globalisées et transnationales.

Bibliographie

- Ayimpam S., Chelpi-den Hamer M., Bouju J. (dir.), 2014, « Les terrains du développement et de l'humanitaire : convergences et renouveau réflexif », *Anthropologie & développement*, n° 40-41.
- Andersson R., 2019, *No go world: how fear is redrawing our maps and infecting our Politics*, California, University of California Press Oakland.
- Barrière O., Barrière C., 2002, *Un droit à inventer. Foncier et environnement dans le delta intérieur du Niger (Mali)*, Paris, IRD.
- Bako-Arifari N., Laurent P.-J. (éd.), 1998, « Les dimensions sociales et économiques du développement local et la décentralisation en Afrique au sud du Sahara », *Bulletin de l'APAD*, n° 15.
- Bayart J.-F., 1981, « Le politique par le bas en Afrique noire. Question de méthode », *Politique africaine*, n° 1, pp. 53-82.
- Bayart J.-F., 1989, *L'État en Afrique : La politique du ventre*, Paris, Fayard.
- Bayart J.-F., Mbembe A., Toulabord C., 2008, *Le politique par le bas en Afrique noire*, Paris, Karthala.

- Bergamaschi I., 2014, « The fall of a donor darling: The role of aid in Mali's crisis », *The Journal of Modern African Studies*, n° 52(3), pp. 347-378.
- Bertrand M., 1992, « Un an de transition politique : de la révolte à la III^e République », *Politique africaine*, n° 47, pp. 9-22.
- Bertrand M., 1999, « Décentralisation et culture politique locale au Mali : de la réforme territoriale au cas de Bamako », *Autrepart*, n° 10, pp. 23-40.
- Bierschenk T., 1988, « Development projects as an arena of negotiation of strategic groups: A case study from Benin », *Sociologia Ruralis*, n° 28(2-3), pp. 146-60.
- Bierschenk T., 2010, « Anthropologie et développement : Historiciser et localiser les approches », *Bulletin de l'APAD*, n° 31-32, pp. 161-192.
- Bierschenk T., Oliver de Sardan J.-P. (dir.), 1998, *Les pouvoirs au village. Le Bénin rural entre démocratisation et décentralisation*, Paris, Karthala.
- Blundo G., Olivier de Sardan J.-P. (éd.), 2007, *État et corruption en Afrique. Une anthropologie comparative des relations entre fonctionnaires et usagers (Bénin, Niger, Sénégal)*, Paris, APAD, Karthala.
- Bouilly E., 2019, *Du couscous et des meetings contre l'émigration clandestine. Mobiliser sans protester au Sénégal*, Paris, Dalloz.
- Bréda C., Deridder M., Laurent P.-J. (dir.), 2013, *La modernité insécurisée, Anthropologie des conséquences de la mondialisation*, Louvain-la-Neuve, Academia, L'Harmattan.
- Cornwall A., Eade D., 2010, *Deconstructing Development Discourse. Buzzwords and Fuzzwords*, Bourton on Dunsmore, Practical Action Publishing.
- Deridder M., 2021, *Élites, élections et transformation du politique au Mali. « Ceux qui cherchent le pouvoir sont parmi nous »*, Paris, APAD, Karthala.
- Fay C., 1994, « Organisation sociale et culturelle de la production de pêche : morphologie et grandes mutations », in J. Quensière (dir.), *La pêche dans le Delta Central du Niger. Approche pluridisciplinaire d'un système de production halieutique*, Paris, IER, ORSTOM, Karthala.
- Fay C., Koné Y.F., Quiminal C. (éd.), 2006, *Décentralisation et pouvoirs en Afrique. En contrepoint, modèles territoriaux français*, Marseille, IRD Éditions.
- Ferguson J., 1990, *The Anti-Politics Machine: 'Development', depoliticization and bureaucratic power in Lesotho*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Fournier L., 2010, « Entre démocratie et autoritarisme vers des régimes hybrides ? », *Sciences Humaines*, n° 212(2), p. 10.
- Fresia M., Lavigne Delville P. (dir.), 2018, *Au cœur des mondes de l'aide internationale. Regards et postures ethnographiques*, Paris, Karthala, IRD, APAD.
- Hagberg S., 2010a, « Decentralisation and citizen participation in West Africa », *Bulletin de l'APAD*, n° 31-32, pp. 3-34.
- Hagberg S., 2010b, « Conclusion de la troisième partie. Démocratie à double façade », in M. Hilgers. et J. Mazzocchi (éd.), *Révoltes et oppositions dans un régime semi-autoritaire. Le cas du Burkina Faso*, Paris, Karthala, pp. 295-306.

- Hagberg S. (ed.), 2019a, « Comparative Municipal Ethnographies », *Kritisk Etnografi (Swedish Journal of Anthropology)*, n° 2(1-2).
- Hagberg S., 2019b, « Ethnography in/of the Red Zone: Challenges, Frustrations, and Engagements », *Mande Studies*, n° 21, pp. 13-31.
- Hagberg S., Ouattara F. (dir.), 2012, « Engager l'anthropologie pour le développement et le changement social », *Anthropologie & développement*, n° 34-36.
- Hagberg S., Widmark C. (dir.), 2009, *Ethnographic Practice and Public Aid: Methods and Meanings in Development Cooperation*, Uppsala Studies in Cultural Anthropology 45, Uppsala, Acta universitatis Upsaliensis.
- Hahonou E.K., 2008, « Culture politique, esclavage et décentralisation. La revanche politique des descendants d'esclaves au Bénin et au Niger », *Politique Africaine*, n° 111, pp. 169-186.
- Hahonou E.K., 2010, *Démocratie et culture politique en Afrique. En attendant la décentralisation au Niger*, Saarbrücken, Éditions universitaires européennes.
- Hahonou E.K., 2012, « Pourquoi pas nous ? Statut social et "adulthood politique" des femmes gando au Bénin », *Autrepart*, n° 61(2), pp. 157-173.
- Hilgers M., 2009, *Une ethnographie à l'échelle de la ville. Urbanité, histoire et reconnaissance à Koudougou (Burkina Faso)*, Paris, Karthala.
- Hilgers M., Mazzocchi J. (éd.), 2006, « Le Burkina Faso : l'alternance impossible », *Politique africaine*, n° 101.
- Hilgers M., Mazzocchi J. (éd.), 2010, *Révoltes et oppositions dans un régime semi-autoritaire. Le cas du Burkina Faso*, Paris, Karthala.
- Jul-Larsen E., Laurent P.-J., Le Meur P.-Y., Léonard E. (éd.), 2011, *Une anthropologie entre pouvoirs et histoire. Conversations autour de l'œuvre de Jean-Pierre Chauveau*, Uppsala, Paris, Marseille, APAD, IRD, Karthala.
- Kassibo B. (éd.) 1997, « La décentralisation au Mali : état des lieux », *Bulletin de l'APAD*, n° 14.
- Laurent P.-J., 1995, « Les pouvoirs politiques locaux et la décentralisation au Burkina Faso », *Cahiers du CIDEP*, n° 26.
- Laurent P.-J., 1998, *Une association de développement en pays Mossi. Le don comme ruse*, Paris, Karthala.
- Laurent P.-J., 2000, « Entre ville et campagne : "le big man" local ou la "gestion coup d'État" de l'espace public », *Politique africaine*, n° 80, pp. 169-181.
- Laurent P.-J., 2009, *Les pentecôtistes du Burkina Faso. Mariage, pouvoir et guérison*, Paris, Karthala.
- Lavigne Delville P. (éd.), 2017, « La fabrique de l'action publique dans les pays 'sous régime d'aide' », *Anthropologie & développement*, n° 45.
- Lavigne Delville P., Ayimpam S., Mongbo R. (éd.), 2018, « L'enclassement social et politique de l'action publique », *Anthropologie & développement*, n° 47.
- Lentz C., 1998, « Why the most incompetent are on the Village Council: Development projects in an Indian Village in Ecuador », *Sociologia Ruralis*, n° 28(2-3), pp. 199-215.

- Olivier de Sardan J.-P., 1988, « Peasant logics and development project logics », *Sociologia Ruralis*, n° 28(2-3), pp. 216-226.
- Olivier de Sardan J.-P., 1991a, « La préhistoire de l'APAD », *Bulletin de l'APAD*, n° 1, <https://doi.org/10.4000/apad.324>
- Olivier de Sardan J.-P., 1991b, « L'anthropologie du changement social et du développement comme ambition théorique ? », *Bulletin de l'APAD*, n° 1, <https://doi.org/10.4000/apad.296>
- Olivier de Sardan J.-P., 1995, *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, Karthala.
- Olivier de Sardan J.-P., 2007, « De la nouvelle anthropologie du développement à la socio-anthropologie des espaces publics africains », *Revue Tiers Monde*, n° 191(3), pp. 543-552.
- Olivier de Sardan J.-P., 2008, *La rigueur du qualitatif. Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*, Louvain-la-Neuve, Academia, L'Harmattan.
- Olivier de Sardan J.-P., 2010, « Le culturalisme traditionaliste africaniste. Analyse d'une idéologie scientifique », *Cahiers d'études africaines*, L(2-3-4), n° 198-199-200, pp. 419-453.
- Olivier de Sardan J.-P., 2021a, « Science politique et anthropologie : une formule gagnant/gagnant ? », *Politique africaine*, n° 161-162(1-2), pp. 309-323.
- Olivier de Sardan, J.-P., 2021b, *La revanche des contextes. Des mésaventures de l'ingénierie sociale, en Afrique et au-delà*, Paris, Karthala.
- Olivier de Sardan J.-P., Tidjani Alou M. (éd.), 2009. *Les pouvoirs locaux au Niger. Tome 1 : À la veille de la décentralisation*, Paris, Dakar, Karthala, CODESRIA.
- Ottaway M., 2003, *Democracy Challenged. The Rise of Semi-Authoritarianism*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace.
- Siméant J., 2014, *Contester au Mali. Formes de la mobilisation et de la critique à Bamako*, Paris, Karthala.